



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État
La Ministre aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 21 décembre 2011

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg



Personne en charge du dossier:
Adisa Karahasanovic
☎ 247 - 82952

Réf.: 2011 - 2012 / 1780 - 02

Objet: *Réponse à la question parlementaire n° 1780 du 30 novembre 2011
de Monsieur le Député Eugène Berger et de Monsieur le Député André Bauler.*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe **la réponse de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle** à la question parlementaire sous objet, concernant les fouilles et dépistages de drogues dans le milieu scolaire.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

La Ministre aux Relations
avec le Parlement

Octavie Modert



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle

Coordination générale
Référence : ML/133

Luxembourg, le 19 décembre 2011

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 21 DEC. 2011	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

Mme la Ministre aux Relations avec
le Parlement
Service central de Législation
43, boulevard Roosevelt
L-2450 Luxembourg

**Concerne: question parlementaire N°1780 de Messieurs les Députés Eugène Berger
et André Bauler**

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse à la question parlementaire posée
par les honorables Députés Berger et Bauler.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma parfaite considération.

Mady Delvaux-Stehres
Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle



Luxembourg, le 19 décembre 2011

Monsieur le Président de la Chambre des
Députés
19, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg

Réponse de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle à la question parlementaire N° 1780 des Députés Eugène Berger et André Bauler

1. L'élève majeur causant un accident à l'école, sous l'emprise de drogues, engage sa propre responsabilité pénale et civile. S'il s'agit d'un élève mineur, la responsabilité civile de ses parents sera mise en cause. Dans les deux cas, la responsabilité civile de l'établissement d'enseignement que fréquente le jeune pourra également être mise en cause.
2. Les enseignants ont le devoir de surveiller les élèves sous leur garde, pendant leur séjour à l'école ou tout autre lieu d'enseignement. Tout élève soupçonné d'être sous l'emprise de stupéfiants, devra être écarté de la classe. Ses parents sont informés par la direction du lycée, conformément à l'art. 24 du règlement d'ordre intérieur et de discipline des lycées.
En vertu de l'art. 5 de la loi du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État, l'établissement d'enseignement, et non l'enseignant personnellement, devra répondre civilement du dommage causé par ses élèves pendant le temps qu'ils sont sous la surveillance des enseignants, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.
3. À part les dispositions en matière de combat contre la présence, la consommation et le trafic de drogues à l'école (e.a. la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie), s'appliquent également les dispositions de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques (notamment le chapitre 11) ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2004 relatif à l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées.
4. Les personnes habilitées à mettre en œuvre les mesures de lutte anti-stupéfiants à l'école sont, en dehors de la direction et du personnel enseignant des lycées, les membres de la Force publique mandatés à cet effet.

5. Les tests de dépistage de drogues effectués au LTA sont à considérer comme des mesures à caractère contraignant auxquelles les élèves doivent se soumettre. En effet, les élèves concernés devaient s'exercer à des travaux potentiellement dangereux dans les forêts en maniant des tronçonneuses, ce qui exigeait qu'ils soient en parfaite condition physique et mentale. Une information préalable des parents des élèves mineurs n'est pas requise, vu l'urgence due au risque de sécurité présent.



Mady Delvaux-Stehres
Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle